

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

118^e ANNÉE | N°1078 | TRIMESTRIEL | JANVIER-MARS 2016

RÉGIONALES 2015 : UN TOURNANT AVANT 2017 ?



DOMINIQUE BIDOU | MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
LAURENT DE BOISSIEU | PIERRE BRECHON
JEAN-FELIX DE BUJADOUX | HENRI CABANEL | JEAN CHICHE
GERARD COHEN | CAROLE DELGA | BERNARD DOLEZ
ELISABETH DUPOIRIER | CHRISTIAN ESTROSI | MARTIAL FOUCAULT
GILLES IVALDI | ANNIE LAURENT | GERARD LE GALL
ROMAIN PASQUIER | VALERIE PECRESSE | RAPHAEL PIASTRA
CHRISTINE PINA | LUC ROUBAN | JACQUES SOPPELSA | LAURENT WAUQUIEZ

LE DISCOURS ET LE MYTHE

Les élections qui se succèdent comme les enquêtes d'opinion témoignent d'une perte de confiance dans l'avenir et les dirigeants. Le modèle politique en vigueur depuis 1958 semble s'essouffler. Il ne permet pas l'adhésion de nos concitoyens à un projet fédérateur, projet dont nous avons besoin pour surmonter les crises successives et offrir une perspective engageante et mobilisatrice.

Dominique BIDOU

Consultant en développement durable¹

Comment susciter un nouvel espoir, quelles initiatives peuvent être prises pour créer la dynamique sociale dont la France et l'Europe ont besoin pour continuer à tenir un rôle dans le concert des nations et proposer à leur ressortissants un futur séduisant ? Quels mythes faire émerger pour solliciter nos imaginaires, au lieu des discours auxquels personne ne croit plus ? « On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », disait Jacques Delors, il faut stimuler la sensibilité autant que la raison.

Commençons par faire le ménage. Débarrassons-nous des nombreux oripeaux que le passé nous a légués, dans lesquels nous sommes englués. La tentation du repli monte en puissance, alors que les défis

planétaires sollicitent toute notre énergie et notre imagination. Le chômage, la dette publique, de nombreux voyants sont au rouge, et nous tentons « d'inverser la courbe » avec les mêmes recettes que celles qui nous ont mis en difficulté, ignorant ainsi l'enseignement d'Albert Einstein. Les fausses évidences, les certitudes infondées sont légion. Elles nous aveuglent et nous empêchent de trouver des solutions durables. En voici quelques-unes, dont nous devrions nous défaire pour construire le monde de demain.

LES FAUSSES ÉVIDENCES

La fascination de la taille. Plus grand est toujours mieux, plus fort. C'est cette logique qui conduit à faire des grandes

1 - Dominique Bidou est l'auteur de « Le développement durable, une affaire d'entrepreneurs », Éditions PC, 2015.

régions, des superministères et des directions générales, et à penser, dans les affaires économiques, au travers du prisme des grandes entreprises, « fleurons de notre industrie », au détriment des PME. Si la taille était la clé du succès, nous aurions du souci à se faire, nous qui représentons à peine 1 % de la population mondiale. L'ère n'est plus aux grandes unités, mais aux unités pertinentes, inventives, reliées aux autres par des réseaux. Des unités où chacun se sent à l'aise, et a envie de s'éclater, et d'apporter le meilleur de lui-même. L'important n'est pas la taille, mais la personnalité, le caractère, la culture, et les liens avec une multitude d'acteurs eux-mêmes créatifs et réactifs. La fascination des « grands » nous amène à vouloir les imiter à tout prix, pour « jouer dans la cour des grands ». Une imitation doublement perdante : nous resterons petits malgré tout, et nous perdons ce qui fait notre identité, ce qui a produit le rayonnement de notre culture.

La *magie du chef*. Il faut un chef, qui donne la direction, ou un sauveur, homme providentiel, « grand homme ». Un commandement fort, face aux « gaulois » que nous sommes, incapables de nous mettre d'accord. C'est tout le contraire dont nous avons besoin, une organisation qui, loin de vouloir réduire cette propension au désordre, soit capable de la valoriser. Il nous faut aujourd'hui imaginer des futurs originaux, et la discipline autour d'un chef n'est pas la meilleure manière

d'y parvenir. Il s'agit non pas d'apporter à la société un modèle à suivre, si attractif qu'il puisse être, mais de stimuler la société, de la mettre en situation de produire elle-même ces nouveaux modèles. Une gouvernance pour faire émerger des réponses du plus profond de notre culture, de notre génie, et non pour imposer les solutions d'en haut.

Dans la même logique, *le mythe de l'État protecteur*, nouvel avatar de l'État providence. Bien sûr, l'État doit garantir la sécurité et la solidarité, entre les nations et entre les citoyens, mais ce n'est qu'une partie de ses missions. Pour tenter un parallèle osé, le filet tendu sous les acrobates est nécessaire mais ce n'est pas la raison d'être du cirque. Ce dernier doit fournir un spectacle qui enthousiasme les spectateurs. L'État doit aussi susciter de l'envie, de l'envie de participer à la vie collective. La mise en avant du côté protecteur, loin de libérer les énergies, met en évidence les dangers et pousse au repli sur soi. C'est d'un « coach » dont la société a besoin, pour qu'elle sorte d'elle-même et parvienne à se dépasser. Un État « entraîneur », pour parler français.

Un entraîneur qui valorise tous les joueurs de l'équipe. *Les retraités ont tôt fait d'être considérés comme improductifs*, pour ne pas parler d'une « charge » pour les actifs. Un potentiel important est ainsi négligé, alors que de nombreux besoins ne sont pas satisfaits dans notre

pays. Comment tirer parti de cette masse de personnes à la fois âgées et pleines de potentiel ? Certainement pas en prolongeant l'âge « actif » officiel, avec ses règles du jeu rigides, et sans perspectives pour les séniors. L'idée que les vieux sont inutiles est insupportable, aussi bien pour eux-mêmes que pour la société, et elle le sera de plus en plus au fur et à mesure que le vieillissement, inéluctable, progressera. Trouver de nouveaux modes d'intégration des vieux à la production de richesses, à l'intérieur ou en dehors du marché, est une exigence incontournable, à l'encontre des schémas dominants.

Un vieillissement inéluctable si on refuse l'immigration. Celle-ci n'est pas un frein au développement, mais un moteur, à condition de l'accepter et de s'y préparer. Un jeune adulte qui arrive chez nous en cherchant un travail est une aubaine, et la formation complémentaire dont il a besoin pour s'intégrer coûte infiniment moins cher que la prise en charge d'un nouveau-né, son éducation et sa formation professionnelle jusqu'à son âge adulte. La natalité pour rajeunir notre population est un leurre qui coûte cher. Un leurre car on ne voit pas comment la stabilisation de la population mondiale pourrait, comme le nuage de Tchernobyl, s'arrêter à nos frontières. Mais l'immigration réussie n'est pas chose facile, il faut la préparer et s'en donner les moyens, c'est à dire en premier lieu en accepter l'idée. Les migrations climatiques viendront s'ajouter à celles que nous

connaissons, pour causes économiques ou politiques (les deux étant souvent liées) et aucun mur ne saura endiguer ce flux.

Ces exemples montrent que le malheur ne vient pas toujours des autres, des événements extérieurs. Il vient largement de nos modes de pensée, de notre vision du monde, de nos rigidités. Paradoxalement, ceux qui refusent l'ouverture au monde, et qui se présentent comme les défenseurs de notre culture, de notre identité, en sont les fossoyeurs. Ils propagent l'idée que nos atouts sont insuffisants pour affronter le monde et continuer à y exercer une influence. Des défaitistes en quelque sorte.

L'INERTIE DES IDÉES ET DES INSTITUTIONS

Le malheur provient donc largement, et c'est vraiment dommage, de nous-mêmes et nos errements. « Faites vous-mêmes votre malheur » pourrait-on dire. Un malheur que nous nous donnons, par maladresse, ignorance, préjugés ou tout simplement par inertie.

Prenons l'exemple du chômage, du coût du travail et de sa place dans la société. Un débat récurrent dont les prémisses sont issues d'une autre époque. Les cotisations sociales et les avantages qui vont avec ont beaucoup évolué dans le temps, mais c'est

en 1945 que l'ère « moderne » a commencé sur ce sujet. À l'époque, un consensus s'était formé sur l'idée de faire porter par l'emploi les recettes des fonds sociaux, maladie, retraite, chômage, enfance, etc. Le travail ne manquait pas, et il était considéré comme la source de toutes les richesses. Il était donc normal de fonder les cotisations sur les salaires, et cette approche a perduré, avec quelques coup de canif cependant comme la CSG et la CRDS, calculée sur l'ensemble des revenus. C'est tout récemment que l'on s'interroge sur le bienfondé de cette logique qui veut, par exemple, que la politique familiale soit financée par l'emploi et non par un prélèvement fiscal « ordinaire », par le simple relais du budget de l'État. Et pourquoi fait-on peser les recettes de la sécurité sociale et le financement des dépenses de santé essentiellement sur l'emploi ? Et le chômage ? Les intéressés ont parfois une part de responsabilité, mais qui est responsable de la crise qui provoque 10 % de chômage, si ce n'est la communauté nationale dans son ensemble, par les choix politiques et économiques qu'elle a fait ? Affecter toutes les charges sociales à l'emploi est une source de malheur, et le travail mérite mieux que ça. Ajoutons que les grands discours sur la « valeur travail » sont contredits en permanence par la vision donnée de l'entreprise. Hier, ensemble de moyens humains et capitalistiques pour produire des biens et des services, celle-ci est de plus en

plus assimilée à ses actionnaires, avec pour objectif de maximiser leurs profits. Dérive évidente qui contribue à notre malheur, en réduisant le travail à un rôle accessoire.

DES ERREURS RÉCURRENTES

La *mondialisation* prend de nombreuses formes, et provoque des réactions variées, depuis l'adhésion enthousiaste jusqu'au repli frileux. Elle est souvent accompagnée, dans les esprits tout du moins, d'un sentiment d'uniformisation. Les mêmes produits partout, pour des économies d'échelle et la constitution d'immenses marchés, supposés propices à notre bonheur. Les *citoyens du monde* sont les premiers partisans de la mondialisation, mais pourquoi celle-ci doit-elle se faire au détriment de la diversité ? C'est tout au contraire l'accès à la diversité qui fait l'intérêt de la mondialisation. C'est comme l'Europe. Un grand marché est une aubaine, s'il ouvre le choix qui nous est offert pour nos consommations et nos aspirations, mais il contribue à notre malheur s'il nous enferme dans un mode de vie régularisé. Les 400 fromages, voici l'apport type de la France à l'Europe, pour le bonheur des Français et des Européens ! L'Europe de la stérilisation n'est pas la bonne voie.

Autre choix qui fait notre malheur, en politique cette fois-ci. Le *scrutin majoritaire*, supposé assurer la stabilité et faciliter ainsi les prises de décision. Comme si 51 % des Français (et souvent moins compte-tenu des abstentions et des nombreux non-inscrits sur les listes électorales) pouvaient imposer leur point de vue aux 49 % restants, lesquels sont catalogués « opposition ». La résistance s'organise vite, de nombreux relais sociaux ou professionnels sont mobilisés, et les réformes annoncées sont abandonnées ou édulcorées. La France est qualifiée de rétive à toute réforme sérieuse. Pas étonnant avec un système qui organise la confrontation, au lieu de favoriser les rapprochements et la recherche d'un consensus. *Le système majoritaire ne produit pas de culture du dialogue*. L'immobilisme qui en résulte est source de toutes sortes de dangers, mécontentements intérieurs et déception face aux promesses non tenues, stagnation et prise de retard par rapport à nos partenaires et concurrents, absence de perspective pour la jeunesse, et bien d'autres malheurs que vous saurez ajouter à cette liste.

Terminons ce panorama des malheurs que nous nous donnons avec *la place du secteur public*. Il est trop gros chez nous, et ça nous fait du tort. Nos performances économiques en pâtissent. Un tel jugement, trop entendu, est bien rapide, alors que les faits ne le confirment guère. Les délégations de services publics et les ser-

VICES EN RÉGIE ne manifestent pas d'écarts significatifs dans leurs résultats, et il semble bien que ce ne soit pas le statut qui soit l'explication des différences observées. De manière plus globale, les dépenses de santé par habitant sont deux fois plus importantes aux États-Unis, avec un régime essentiellement privé, qu'en France avec la sécurité sociale. Même si des abus ont pu être relevés ici ou là, un dispositif public et universel s'avère parfois plus efficace qu'un système libéral. Le choix entre public et privé ne peut être fait une fois pour toutes, c'est une affaire de domaine concerné, de contexte, de culture, et d'hommes. Il est vrai qu'une si grosse machine que l'État recèle sûrement de nombreux angles morts où la cocotte en papier est reine. Faire la chasse à ces abus est évidemment de bonne gestion, mais en déduire qu'il y a trop de fonctionnaires par principe est une source potentielle de malheurs. Le pragmatisme s'impose dans ces domaines, gare au dogmatisme. Pour ne pas faire soi-même son malheur...

DEUX FOIS PLUS DE BIEN-ÊTRE

Le progrès est une quête de bonheur, et le développement durable y ajoute un bonheur partagé qui cultive et enrichit la planète. Prenons comme référence le facteur

4, au sens du Club de Rome², « deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources ». Le développement durable est donc un défi que nos sociétés doivent relever, tout le contraire d'un repli sur soi frileux et conservateur. Un défi auquel nous devons nous préparer, car le succès n'est pas donné d'avance. La réponse est le plus souvent l'anticipation, face aux tentations de déni qui retardent l'action et la rendent ensuite plus difficile.

Le *dérèglement climatique* nous offre une bonne illustration de cette approche. Il faut nous préparer. La communauté internationale a fixé des objectifs en décembre dernier à Paris, un réchauffement limité à 2°, et même 1,5 si possible. Nous savons que ces hausses de température auront des conséquences sur nos vies, nos modes de production, nos alimentations, nos habitats. Plutôt que de se laisser surprendre et de subir les événements, préparons-nous. On parle d'adaptation au dérèglement climatique, lequel sera beaucoup plus violent dans certaines parties du monde que dans d'autres. Notre climat tempéré humide, soumis à des influences multiples, océanique, continentale, méditerranéenne, nous apporte une résilience particulière, mais ne nous y trompons pas, la France sera affectée, en métropole et dans les outremer.

2 - Facteur 4, deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources, Rapport au Club de Rome de Ernst U. Weizsäcker, Amory B. Lovins, L. Hunter Lovins, 1997.

La première préoccupation est de se préparer aux épreuves connues. Les canicules, les avancées de la mer et le recul du « trait de côte », la fonte des glaciers, les cyclones aux Antilles et à la Réunion, autant d'événements que nous connaissons déjà. Ils pourraient devenir plus fréquents et plus intenses, mais nous avons une première expérience qui nous permet de se préparer. Nos réglementations, par exemple d'urbanisme et de construction, prendront en compte la vigueur des événements climatiques, les techniques constructives également. Et surtout, ce sont les migrations qui vont prendre de l'ampleur. Les « migrants climatiques », dont le déplacement est rendu obligatoire pour cause de montée des eaux ou de dégradation des conditions climatiques, formeront des vagues de grande ampleur, qu'il faudra accueillir. Selon que nous nous y serons préparés ou non, le phénomène pourra être la meilleure ou la pire des choses. Le refus de l'inéluctable ne donne que de mauvais résultats, son acceptation ouvre souvent des opportunités.

Il faudra aussi apprendre à se passer du carbone. Même si on admet un réchauffement modéré, auquel nous nous adapterons, il reste nécessaire de tendre vers zéro émission de gaz à effet de serre, et ça n'est pas rien. C'est tout notre appareil productif qui est concerné, et nos modes de vie.

En premier lieu, la production d'énergie. Ce n'est pas la première mutation que nous

vivrons. Nous sommes passés du renouvelable au fossile, et nous devons faire le chemin inverse. Vent, soleil et biomasse ont été notre première source d'énergie, et nous y reviendrons avec des techniques bien différentes, qui permettent des rendements inimaginables aux temps héroïques. Car il n'y avait que quelques centaines de millions d'hommes à la surface de la planète, et avec des besoins limités. Aujourd'hui, les mêmes sources devront approvisionner neuf milliards d'humains d'ici 2050, des humains autrement plus gourmands.

Même avec des trésors d'innovation, le succès dépend aussi de la modération de notre demande. Peut-on conserver le même niveau de confort, de santé, de bien-être en consommant moins d'énergie ? C'est le pari du facteur 4, mais ça ne tombera pas du ciel, il faut s'y préparer, par exemple dans notre alimentation. Celle-ci sera plus végétale, collera avec les saisons, demandera moins d'énergie pour la cuisson. Le défi est de trouver la manière de profiter de ces changements pour trouver de nouvelles saveurs, de nouveaux plaisirs culinaires. Il faudra pour cela puiser dans notre savoir-faire ancien et tirer profit des talents de nos chefs pour mettre au point les recettes de demain, à la fois goûteuses et économes en ressources.

Et si nous ne tenons pas la limite des 2°C, c'est à l'inconnu qu'il faudra se préparer. Une capacité à réagir à des événements inédits, à saisir des opportunités, à sou-

tenir ceux qui seront victimes de changements trop brutaux. Il vaudra mieux s'en tenir à 2°, c'est encore la meilleure manière de réduire les risques.

Mais pour mobiliser nos concitoyens, leur donner envie d'aller vers les changements et de les construire au lieu de les subir, la préparation à des épreuves ne suffit pas, il faut surtout ouvrir des perspectives.

DES MYTHES, POUR CONSTRUIRE LE FUTUR

La montée du fondamentalisme et des phénomènes de repli sur soi nous inquiètent à juste titre. La recherche de nouveaux modèles de développement nécessite d'abandonner ceux d'hier, et J.M. Keynes nous a appris que « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes ». Pour surmonter cet obstacle, il faut mobiliser les imaginaires, au-delà de la simple raison. « La sensibilité est le moteur de l'intelligence » disait Paul Valéry. Il faut des mythes pour construire le futur.

« Les discours s'étaient substitués aux mythes³ ». Nos dirigeants sont incapables de faire naître des perspectives attractives.

3 - Alejo Carpentier, « Le partage des eaux », Gallimard 1956.

Les discours ont perdu toute crédibilité, et aucun mythe fondateur ne vient offrir de vision de l'avenir. Nous sommes dans la crainte du futur, sans se sentir en mesure de faire face. Nous naviguons en pleine incertitude, sans repères, sans boussole. Il en résulte pour beaucoup le retour aux vieilles valeurs, celles du passé. La nature a horreur du vide. C'est la montée du fondamentalisme religieux, du créationnisme et des mouvements populistes, pour lesquels « tout allait mieux avant », et qui tentent de tromper l'incertitude en s'accrochant à un passé imaginaire ou à un ordre divin.

Pour comprendre là où nous allons, des lendemains encore inconnus puisqu'il nous revient de les construire, il faut offrir un imaginaire du futur. Un imaginaire qui ne cache pas sa nature, une forme de rêve, mais qui soit assez puissant pour se substituer à ceux qui nous envahissent et compromettent toute tentative de renouveau. Le développement durable a besoin de mythes. Non pas de certitudes, qui sont par nature fallacieuses et porteuses de déceptions, mais bien de mythes, auxquels aucune personne sensée ne croit réellement, mais qui nourrissent des espoirs en nous donnant *l'esprit du futur*, à défaut d'en donner les détails. Des mythes, et non pas des discours.

La vie politique traditionnelle est dominée par des gestionnaires. Les financiers ont pris le contrôle, solidement installés sur leurs comptabilités. Nous savons, et

eux aussi, que ces comptabilités ne reflètent guère la vie réelle, mais une sorte de fondamentalisme s'est emparé de nos dirigeants, qui les conduit à se soumettre aux exigences comptables formelles. Il leur faut un cadre de référence qui les rassure. Cette approche gestionnaire a pu donner de bons résultats dans des villes, « belles endormies » qui attendaient un souffle nouveau pour se réveiller, mais elles n'offrent pas de vision sur le monde de demain. Les améliorations cumulées au fil des années sont agréables, mais elles ne donnent pas de représentation claire de l'avenir, elles ne nous donnent pas de bonnes raisons de faire des efforts.

Ce sont donc les visions anciennes qui dominent toujours les grands choix. Les Nations Unies ne sont que la juxtaposition des intérêts des nations, et ont bien du mal à faire valoir des intérêts communs aux peuples de la planète. Les objectifs du millénaire, devenus ceux du développement durable⁴ ne progressent que bien lentement et restent hors de portée, alors que le monde a su mobiliser des milliards et une grande inventivité financière pour sauver les banques. Il le fallait sans doute, mais nous ne voyons pas la même énergie se manifester pour d'autres causes tout aussi urgentes, comme le climat ou la biodiversité. La gestion domine la vision. Nous pouvons craindre que nous n'ayons tou-

4 - <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

jours pas d'autre référence que « enrichissez-vous », cher à François Guizot. C'était en 1843, sous Louis-Philippe. Si la fameuse affirmation de Bernard Mandeville « les vices privés font la vertu publique⁵ » était juste, nous pourrions nous en contenter, mais la « finitude du monde » en montre la limite.

Il nous faut intégrer deux exigences, la finitude du monde et les valeurs de proximité, de reconnaissance personnelle. Deux exigences complémentaires, pour marquer la cohérence des approches individuelles (croissance du bien-être et de la qualité de vie) et de l'approche collective, la planète étant à présent exploitée au-delà de ses possibilités.

Il nous faut des mythes qui stimulent nos imaginaires et ceux de nos dirigeants sur les défis du monde de demain. Le développement durable n'a pas su, jusqu'à présent, les secréter. Ils ne peuvent être construits sur le rejet, comme la peur des

catastrophes, approche trop fréquente aujourd'hui. Ils doivent à l'inverse susciter l'adhésion à une vision séduisante et stimuler l'envie de s'engager. Nous ne les trouverons pas sans puiser dans notre culture. « Ah ! Frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie », nous dit Alfred de Musset. Voilà la piste romantique. Il y a aussi *les Lumières*, qui ont permis de sortir de l'ancien régime et de ses rigidités. Quelle est la formule qui transformera le XXI^e siècle ? Elle devra faire siennes les exigences de la finitude du monde, une découverte dont Paul Valéry a été l'un des premiers porte-parole. C'était en 1931, et elle aurait dû bouleverser nos manières de penser depuis longtemps, et provoquer un contrepoids aux approches purement individualistes. Il nous faut encore trouver les mythes qui puissent animer un mouvement social fort et attractif. 2016 sera-telle l'année de naissance de ce mythe ? C'est tout ce que nous pouvons souhaiter de mieux pour la planète, et pour nous-mêmes ■

5 - La Fable aux abeilles (1705).